

Documentation et géopolitique : la BDIC de la Russie à l'URSS et retour (1917-1991)

Sophie Coeuré

Université Paris-Diderot

Brochures "rouges", archives "blanches", mémoire "grise"... les collections de la BDIC consacrées à l'empire russe devenu soviétique semblent parcourir tout le spectre politique d'une histoire tourmentée. Institution née dans la guerre et de la guerre, l'année même de la révolution d'Octobre, la BDIC entama une politique de collecte documentaire inédite par sa dimension internationale qui rencontra, dans la nouvelle Russie bolchévique, une problématique bien particulière. Certes, la désorganisation des contacts intellectuels et professionnels était commune à toute l'Europe au sortir du conflit mondial. Mais ce qu'on allait bientôt appeler le "service slave" de la bibliothèque - nous reviendrons sur ce terme - dut gérer la guerre civile russe prolongée jusqu'en 1922. L'instauration de contacts postaux et diplomatiques pour le moins inégaux entre la France et l'Union soviétique tout au long du XXe siècle s'accompagna de l'exil d'intellectuels et d'hommes politiques soucieux de préserver leurs livres, leurs papiers et, pour certains, de mener un combat politique anticommuniste. De son côté, le régime marxiste faisait ouvertement de la documentation et du contrôle de l'écrit "un problème d'Etat"¹. Comment la collecte dans l'urgence, face à des événements d'importance mondiale, s'articula-t-elle avec l'accumulation d'une information de fond sur un régime qui s'inscrivait dans la durée, ambitionnait à devenir le centre d'une nouvelle culture politique, et intéressait par là-même les grands centres de documentation européens et américains ? Peut-on parler, - et à quels moments ? - de constitution délibérée d'une "contre-mémoire" équilibrant la mémoire officielle soviétique ? Un dialogue s'instaura-t-il entre les acteurs concernés par l'espace soviétique - bibliothécaires, historiens, lecteurs, donateurs de livres ou d'archives ? Ces questions ouvrent sur une interrogation plus large, portant sur la nature même de la documentation collectée par la BDIC au XXe siècle et sur les modes de classement choisis.

Le "fonds russe" aux origines de la Bibliothèque de la guerre

Au tournant des années 1920, documenter la Révolution bolchevique sembla immédiatement doublement important. La centralité dans les relations internationales du jeune régime des Soviets, avec sa politique de paix avec l'Allemagne et d'expansion révolutionnaire était évidente. Les perspectives nouvelles ouvertes par un régime qui se proposait en modèle au monde entier ne l'étaient pas moins. Malgré les difficultés de communication avec l'Est de l'Europe, les premiers témoignages révélaient également une effervescence de publications politiques qui prenaient des formes classiques - tracts, journaux, brochures - ou plus innovantes, comme les affiches et les images populaires -le *loubok* -destinées à mobiliser le peuple illettré. Ainsi, aux missions originelles de la Bibliothèque qui était de documenter la guerre mondiale s'ajouta un intérêt immédiat pour l'empire russe en révolution. Dès l'automne 1917, le responsable de la future "section russe" sollicita ainsi une audience auprès de Vassili Maklakov, ambassadeur du gouvernement provisoire russe à Paris : « Les épreuves que traverse actuellement votre noble et glorieux pays sont à mes yeux une raison majeure de ne pas tarder à prendre des mesures pour que la documentation russe vienne enrichir nos

¹ « Problèmes de la documentation soviétique en France », *Bulletin des bibliothèques de France (BBF)*, en ligne sur <http://bbf.enssib.fr>, 1957, n° 10, p. 713-731.

collections et soit organisée en vue de son emploi pour les hommes d'études et les publicistes »².

Le ministère de l'Instruction publique, tutelle de la jeune bibliothèque de la Guerre, facilita une première collecte "à chaud" par la mission d'André Mazon. Elève puis secrétaire de l'Ecole nationale des Langues orientales, le jeune slavisant avait été employé, comme tant d'autres officiers, dans son domaine de compétences : interprète dans l'armée d'Orient, il fut chargé par le ministère des Affaires étrangères d'un travail d'information et de collecte en Russie. Son séjour de 1918-1919 fut un succès documentaire, puisque la nouvelle bibliothèque reçut une vingtaine de caisses comprenant notamment les collections de presse, affiches et tracts révolutionnaires offertes par André Laronde, lecteur à l'Université de Petrograd. Mazon lui-même écrivit à Camille Bloch en août 1918 : « comme il va de soi, je me suis surtout attaché à collectionner les publications ayant un caractère plus particulièrement éphémère, et qu'il sera difficile de trouver avant peu de temps : les journaux, les brochures de propagande, les affiches, les chromos »³.

L'emprisonnement pendant plusieurs quelques semaines de l'universitaire français, accusé d'espionnage par la Tchéka de Moscou, ne fut pas seulement une épreuve personnelle et un signe de l'atmosphère d'hostilité envers la politique d'intervention française en Sibérie et au Caucase, que les commissaires du peuple interprétaient comme plus antibolchevique qu'antiallemande. Elle témoigna également d'une prise de conscience précoce de la nécessité d'affirmer la neutralité de la collecte documentaire contemporaine, ne serait-ce que pour préserver la sécurité des intermédiaires qui en étaient chargés. Mazon implora ainsi Pierre Pascal, jeune officier de la Mission militaire française rallié aux bolcheviks et rencontré avant guerre lors de leurs communes études slaves, de sauver un "bibliothécaire inoffensif". Il se défendit également auprès du commissaire du peuple aux Affaires étrangères, Georgui Tchitchérine, rappelant qu'il devait « rassembler pour la Bibliothèque nationale de Paris tous documents imprimés relatifs à la guerre et à la révolution en Russie » pour « tous ceux en France qui désirent être à même de s'informer impartialement en puisant directement aux sources »⁴. La mission d'André Mazon prit fin en 1918 par son rapatriement, tout comme prirent fin les envois d'un autre correspondant de la BDIC du ministère de l'Instruction publique, le baron de Baye, correspondant de sociétés savantes russes, qui avait pris à cœur sa tâche documentaire au point d'arracher les affiches des murs pour obtenir "des imprimés de grande rareté"⁵. **III. 1**

Le "service slave" , ou l'expertise par analogie

Née dans l'urgence de l'événement en cours, la collection russe de la Bibliothèque de la guerre se déploya dans le même temps sous le signe de la réflexion historique en profondeur, puisqu'il fut décidé, contrairement au principe fondateur de la bibliothèque qui prenait le mois d'août 1914 comme point de départ des collections, de mener une collecte rétrospective remontant aux origines des mouvements révolutionnaires dans l'Empire russe au XIXe siècle.

² Archives BDIC service slave, chemise "Russie 1 à 50", lettre de W. Lerat à M. l'Ambassadeur, 13 novembre 1917.

³ Archives BDIC service slave, chemise "Mazon Pétrograd", lettre d'A. Mazon à Camille Bloch, 20 août 1918. Cf. sur cette mission Wladimir Berelowitch, "Aux origines du fonds russe de la BDIC", *La lettre de l'association des amis de la BDIC & du musée*, n°10, octobre-décembre 1983, p. 7-9.

⁴ BDIC, archives Pascal, F delta res 883 (1-7) Lettre d'André Mazon, 9 octobre 1918, de la prison de Boutyrki. Archives de politique étrangère de la Fédération de Russie, op. 136, delo 3, papka 36,3, p. 1 = correspondance Mazon / Narkomindiel (consulté en 1993). Cf. le témoignage d'André Mazon, "Prisons russes", *Revue de Paris*, 15 juin 1919, p. 683-705 et 1^{er} juillet 1919, p. 107-133 et P. Pascal, *Mon journal de Russie*, T. 1., Lausanne, L'Age d'Homme, 1975, p. 340.

⁵ Wladimir Berelowitch, *art. cit.*

Elle devint alors, selon l'expression même de Pierre Renouvin, "l'assise la plus solide de l'établissement"⁶. Tout comme l'inventaire des caisses qui arrivaient de Russie, ce travail exigea le recrutement d'hommes et de femmes linguistiquement compétents et bons connaisseurs des enjeux géopolitiques régionaux, sans être toujours, à l'origine, des bibliothécaires professionnels. C'est ainsi que le premier directeur de la Bibliothèque, Camille Bloch, fit appel à Wilfrid Lerat, ancien professeur des lycées impériaux de Saint-Pétersbourg et "agent général en Russie de la Société des Gens de Lettres"⁷, qui devint dès son arrivée en France le responsable de la "section orientale". C'est lui qui constitua les "fonds russes" avec l'aide de celle qui allait devenir une personnalité marquante de la BDIC, Alexandra Dumesnil de Gramont

A la tête de du "service slave" de la Bibliothèque, celle que ses collègues appelaient affectueusement "Natacha" s'avéra rapidement "remarquablement active", selon les termes de Camille Bloch en 1932. Vingt ans plus tard, Pierre Renouvin fit l'éloge de "l'inlassable dévouement", de "l'esprit d'initiative" et de "l'activité créatrice" de son ancienne collaboratrice qui venait de recevoir la Légion d'honneur. "Toujours prompte au travail, invulnérable au découragement, aux déceptions, insensible à la lassitude, vous qui avez toujours été l'ennemie de la routine, de l'ennui, du scepticisme, vous qui piétinez allégrement les molles plates-bandes de la nonchalance et du laisser-aller, vous dont l'activité en tornade bouscule sans ménagement les paresseuses somnolences et ces paisibles digestions qui devraient être - dans une société bien organisée - le privilège des bibliothécaires" : ainsi s'adressait à la nouvelle promue le directeur Félix Debyser. Ce portrait plus ironique laisse comprendre ce qui fit à la fois la force et la faiblesse de l'activité inlassable d'Alexandra Dumesnil : un investissement sans faille, mais aussi un tempérament volcanique et une identification "un peu tyrannique" entre la personne et l'activité qui ne laissait guère d'espace à des contradicteurs, même qualifiés⁸. Sans surprise, c'est une relation conflictuelle qu'Alexandra Dumesnil noua avec un vacataire de la BDIC recruté lui aussi pour ses compétences intellectuelles et linguistiques, Alexandre Kojève (Kojevnikoff). Le philosophe russe émigré, déjà connu pour le séminaire qu'il tenait à l'Ecole pratique des hautes études, se refusait à tenter d'entrer la carrière universitaire française malgré sa naturalisation en 1937. Jusqu'en 1939, il travailla une journée par semaine au château de Vincennes après avoir suivi, comme son ami Georges Bataille, les enseignements de l'Ecole des Chartes. Kojève apprécié de Félix Debyser pour sa culture et son humour, fut surnommé "le diable" par Madame Dumesnil qui l'accusait de traiter le fichier avec la plus grande désinvolture. Le registres des dons de la bibliothèque montre pourtant que, tout comme elle, il s'attacha personnellement à alimenter le fonds⁹. **III. 2 et 3**

La retraite de Mme Dumesnil fin 1952 marqua un tournant vers la professionnalisation de la gestion des fonds russes et slaves. Celles qui lui succédèrent à la tête du service appartenaient toutes trois au corps des bibliothèques. Kyra Sanine (qui quitta la BDIC en 1957 ou 1958 pour devenir maître de conférences en russe à Lyon) et Hélène Kaplan avaient passé un concours spécial réservé aux langues slaves, dont la première lauréate avait été Sophie Laffitte, fondatrice du service russe de la Bibliothèque nationale¹⁰. Françoise Michaut avait collaboré à la BDIC avant de suivre en 1954 son mari, attaché militaire à Moscou. Elle dirigea le service entre 1960 et 1969 puis, après un second séjour en URSS, entre 1975 et 1980, date à laquelle H. Kaplan, qui l'avait suppléée pendant son congé, lui succéda. Toutes trois restaient

⁶ Lettre de P. Renouvin à A. Dumesnil, 8 avril 1962, archives H. Kaplan.

⁷ *Catalogue méthodique du fonds russe de la bibliothèque*, réalisé par A. Dumesnil avec la collaboration de W. Lerat, Paris, 1932, préface par Camille Bloch.

⁸ Lettres de F. Debyser et P. Renouvin à A. Dumesnil, août 1950, archives H. Kaplan.

⁹ Dominique Auffret, *Alexandre Kojève*, Paris, Grasset, 1990, p. 263 ; témoignage d'H. Kaplan.

¹⁰ Valentine Besson, Martine Cohen-Hadria, "Collections russes, Chroniques de la BnF", avril 2005, en ligne sur chroniques.bnf.fr.

profondément liées à la culture et à la langue russe - langue maternelle pour Kyra Sanine et Hélène Kaplan, dont le père Venedikt Miakotine avait fait partie des intellectuels expulsés par Lénine en 1922 et avait enseigné à Prague et Sofia, langue et culture d'adoption pour Françoise Michaut.

C'est sans heurts apparents que s'organisa le travail de ces bibliothécaires professionnelles avec les collaborateurs envoyés à la BDIC par le "Comité d'aide exceptionnelle aux intellectuels réfugiés" (CAEIR). Dans la lignée des "chantiers" créés dans les Archives et les bibliothèques pour les "chômeurs intellectuels" français dans les années 1930, le CAEIR s'employa à partir de 1951 à soutenir les exilés politiques diplômés, sous l'égide d'abord du Secours catholique, puis du ministère des Affaires étrangères, avec la Fondation nationale des sciences politiques. Avant l'arrivée d'exilés d'Amérique latine, l'Europe communiste fut le vivier privilégié du CAEIR, administré pendant de longues années par Hélène Goriely, épouse du journaliste, critique littéraire et écrivain russe émigré Benjamin Goriély, et soutenu par le diplomate François de Liencourt, spécialiste de l'Europe centrale et orientale¹¹. La BDIC accueillit ainsi notamment dans les années 1970 et 1980 Klara Balassa, ancienne secrétaire à l'ambassade de Yougoslavie à Budapest, victime des procès de 1949 et qui avait fui la Hongrie au milieu des années 1960, ou Vitali Statzynsky, illustrateur de renom de la presse pour enfants soviétique, contraint d'émigrer dans les années 1970¹². L'affectation d'une réfugiée afghane au « service slave » marqua le dernier paradoxe de l'impact de la géopolitique sur l'organisation d'un service de documentation...

Le réseau de compétences rassemblé autour des premières collections russes restait donc marqué par la proximité de ses acteurs avec une histoire contemporaine conflictuelle, qui se ramifiait en France en une émigration nombreuse et active. Wilfrid Lerat fut le traducteur de *La terreur rouge en Russie*, un livre important publié en 1925 en France par Serge Melgounov. **III. 4** Ce dernier avait été l'ami du père d'Hélène Kaplan, expulsé avec lui en 1922, et celle-ci l'avait retrouvé à son arrivée à Paris. Alexandra Dumesnil, ancienne étudiante socialiste-révolutionnaire, fut sans doute aussi inaccessible aux paradoxes politiques de Kojève jonglant avec le marxisme qu'à son sens tout personnel du classement. Les collaborateurs des fonds russes de la BDIC partageaient malgré tout une orientation politique de gauche modérée, fermement antibolchevique mais éloignée de la droite monarchiste. Le portrait de Félix Debyser, responsable des collections anglo-américaines avant de diriger la BDIC de 1941 à sa retraite en 1963, en « homme libéral et indépendant, totalement étranger à l'esprit de parti », dit beaucoup sur l'atmosphère d'une maison où « des controverses passionnées se développ[èrent] fatalement au sein d'une équipe vouée à l'étude de questions de la plus brûlante actualité » sans, apparemment, diviser profondément le « service slave »¹³. Les bibliothécaires proposaient une médiation, une expertise par analogie, fondée sur leur propre passé, d'une manière sans doute plus explicite que les historiens français du contemporain, dont l'éthique universitaire emprunte de froideur apolitique mettait à l'écart tout vécu personnel. Si la professionnalisation du recrutement après les années 1950 contribua à normaliser un service qu'Alexandra Dumesnil avait dans une certaine mesure constitué en isolat méthodologique « intelligible pour elle seule »¹⁴, la politique documentaire continua à faire consensus, sur des fondamentaux élaborés dès les années 1920.

¹¹ Hélène Kaplan, "Le Comité d'aide exceptionnelle aux intellectuels réfugiés", *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 44, 1996 p. 59-62. Cf. également *Cahiers du monde russe*, 7-3, 1966, « Hommage à F. de Liencourt ».

¹² Cf. Carole Ajam, « Vie et illustration de Vitaly Statzynsky (1928-2010), notre ancien collègue et ami », *Journal de la BDIC*, n°28, février 2011 et informations transmises par Sarolta Benezra (BDIC).

¹³ Henry-Frédéric Raux, Nécrologie de F. Debyser, *BBF*, 1969, n° 11, p. 465-466 et Maurice Piquard, Nécrologie de Jacques Hornung, *BBF*, 1963, n° 12, p. 485-486.

¹⁴ Archives BDIC, rapport des réunions sur le fonds slave avec la MSH, 1963.

La politique documentaire : une collecte soviétique bien particulière

Des « fonds russes » au « service slave » puis à la « section Europe centrale et orientale », la structure administrative de la BDIC s'inscrit dans une géopolitique de l'expansion soviétique dans les frontières de l'ancien empire russe, Pays baltes et Pologne exclus avant 1940, puis au cœur de l'Europe (incluant la Hongrie à ce panslavisme plus politique que culturel et linguistique, tandis que la Roumanie « latine » s'en rapprochait par la logique du « bloc » socialiste européen). Le fichier thématique suivit la même logique. Outre l'ancrage dans le XIXe siècle que nous avons déjà évoqué, le fonds russe se caractérisa immédiatement, dans cette bibliothèque dédiée aux relations internationales, par une exception : « l'importance extrême accordée aussi à l'étude de la situation intérieure – politique, sociale, régionale et même culturelle »¹⁵. L'intérêt personnel d'Alexandra Dumesnil se conjugait aisément avec le caractère exceptionnel du premier régime communiste au monde. Cette politique fut appliquée à l'Europe « de l'Est » après 1945. Une logique culturelle et historique contribua cependant à exclure la République démocratique allemande du « service slave ».

Après la reconnaissance diplomatique de l'URSS par la France en 1924, les contacts se firent moins hasardeux et la collecte plus systématique. Les correspondances du service attestent du travail mené pour nouer des contacts avec les instances officielles soviétiques. La structure complexe et atypique du « service de documentation » et du musée de la Guerre, devenus BDIC en 1925, rattachés au ministère de l'Instruction publique à ses débuts puis à l'Université de Paris en 1934, ne facilitaient pas la lisibilité de la communication de l'institution¹⁶. La campagne systématique de lettres lancée en 1927-1928 en direction des principaux organismes officiels soviétiques susceptibles d'envoyer des publications intéressantes utilisa la signature plus prestigieuse d'un des parrains de la BDIC à ses débuts et toujours membre de son conseil d'administration, le sénateur et ancien ministre André Honnorat. En 1933, c'est Pierre Renouvin en tant que secrétaire de la Société d'histoire de la guerre, professeur à la Sorbonne et membre correspondant de l'Institut qui relança directement l'Académie des sciences¹⁷.

Après 1945, la BDIC dut s'adapter à la triple spécificité du système éditorial, des bibliothèques et du commerce extérieur en Union soviétique, puis en Europe de l'Est. Il était nécessaire de commander les ouvrages dès avant leur parution – « les éditeurs adaptant le nombre d'exemplaires publiés à leur plan de répartition ce qui ne laisse pratiquement aucun invendu ». Il était de plus quasi impossible d'identifier en amont les livres ou périodiques susceptibles d'être intéressants dans la masse des publications de « l'éditeur le plus prolifique du monde », l'URSS. L'absence de littérature critique et les particularités d'un système de bibliothéconomie soviétique qui ne respectait qu'en apparence les normes internationales (ainsi le rubrique « philosophie » était uniquement dédiée au marxisme-léninisme) se conjuguèrent à une informatisation plus qu'attardée, pour des raisons à la fois économiques et politiques de peur d'une perte de contrôle sur les fichiers. De plus, de bons auteurs en disgrâce politique se dissimulaient parfois dans des publications techniques ou locales, comme le souligne le rapport de 1983, mentionnant que l'un des périodiques les plus intéressants en Pologne pendant l'état de guerre en 1982 était *Niewidomy Inwalida, L'invalides aveugle*, où s'étaient réfugiés les meilleurs journalistes du grand hebdomadaire *Polytika*. Comment échapper aux catalogues qui excluaient les publications des écrivains et artistes politiquement non conformes, les ouvrages jugés pornographiques ou encore concernant des technologies sensibles, mais comprenaient au contraire des livres épuisés ? Comment fuir le pesant monopole de *Mejdounarodnaïa Kniga - Le livre international* -, pour les achats et de

¹⁵ Archives BDIC, service slave, rapport 1983, « Politique documentaire ».

¹⁶ Cf. Luce Gaume, « L'émergence du culturel. La Société des amis de Vincennes et les musées », *Revue historique des armées*, n°253, 2008, <http://rha.revues.org/>

¹⁷ Archives BDIC, service slave, « correspondances 1920-1955 » et Wladimir Berelowitch, *art. cit.*

la *Knijnaïa Palata* - la Chambre du livre (GTsKP) , de la Bibliothèque de l'Académie des sciences de l'URSS à Léninegrad et de la Bibliothèque d'État Lénine à Moscou pour les échanges internationaux ? Comment contourner les taux de changes exorbitants du rouble ?

iii. 5

Dès les années 1920, la bibliothèque tenta de multiplier les partenaires. Elle sollicita les libraires spécialisés dans le livre étranger et mobilisa directement, à la manière des Soviétiques eux-mêmes, des interlocuteurs qualifiés, les plus haut placés possibles - ainsi l'académicien et historien Eugène Tarlé ou le directeur du musée de la Révolution à Moscou, contactés lors de leurs voyages à Paris à la fin des années 1920, ou dans les années 1930 Alexandre Arossiev, qui était à la tête de la puissante VOKS, la société pour les échanges culturels entre l'URSS et l'étranger **iii. 6**. Pour relancer après la Seconde guerre mondiale une collecte doublement éprouvée par l'incendie de 1944 et la rupture des échanges, la BDIC noua des relations au plus haut niveau, organisant une visite de l'ambassadeur Bogomolov à Vincennes en 1945 insistant pour recevoir la *Pravda*, jusqu'alors réservée à l'Association France-URSS¹⁸. Une autre solution était de solliciter les Français présents en URSS, via le réseau diplomatique car le canal des touristes ou voyageurs militants ne semble pas avoir été utilisé. La BDIC obtint ainsi le concours de l'ambassadeur Maurice Herbette et de l'attaché Claude de Boisanger pour l'envoi d'affiches et de publications du ministère soviétique de la Guerre. A partir de 1954 et pendant toute la durée de ses deux séjours à Moscou, Françoise Michaut acheta directement des livres à un "taux de faveur" du rouble, "furetant" chez les bouquinistes et envoyant son butin par les avions officiels français¹⁹. Dans les années 1980, ce fut par le canal diplomatique que la BDIC reçut les cassettes des interviews de la « mémoire grise » (cf. *infra*).

Contacts émigrés, concurrence américaine

La BDIC donna donc priorité à l'efficacité documentaire sur le strict respect des canaux officiels. C'est le même état d'esprit qui présida aux liens avec l'émigration "blanche" à Paris. Ceux-ci s'établirent tout naturellement par les réseaux d'Alexandra Dumesnil et de Wilfrid Lerat, notamment par l'intermédiaire de Basile Maklakoff et de l'Office central des émigrés russes. Dans son introduction au catalogue des fonds russes publié en 1932, Camille Bloch fit clairement référence à l'impossibilité « de ne pas tenir compte de l'émigration politique hors frontières ». « Depuis cinquante ans s'est constituée par l'effet de l'émigration politique, une Russie du dehors, très diverse selon les époques, mais dont l'activité a profondément influencé les destinées de la mère patrie », ajoutait-il. Le dépôt de leurs publications par les associations ou les personnalités de l'émigration russe à Paris semble toutefois avoir suivi un rythme décroissant du tout début des années 1920 à la fin des années 1930. Faut-il y voir la volonté de privilégier des lieux de documentation identitaires comme les bibliothèques slaves de Paris (Tourguenev, Petlioura, bibliothèque polonaise) ou comme les "Archives de Prague" développées avec l'aide du gouvernement tchécoslovaque, ce dont témoignerait à contrario l'insistance d'A. Dumesnil à rappeler que la documentation conservée à la BDIC avait pour vocation à demeurer en France et à se déployer en plusieurs langues ? Était-ce plutôt un symptôme de repli et de perte de vitalité politique ?

Toujours est-il que lorsque Alexandra Dumesnil relança systématiquement ses contacts dans l'émigration en 1947-1948 et tenta de susciter des dons de la part des Soviétiques qui se trouvaient dans les camps de "personnes déplacées" en Allemagne et cherchaient à ne pas retourner en URSS, elle rencontra un succès très mitigé. La perspective de « permettre d'écrire plus tard l'histoire de l'émigration » ne compensa pas toujours, à l'évidence, le manque de moyens pour acheter les collections et l'abandon du projet parisien de "création

¹⁸ Archives BDIC, service slave.

¹⁹ *Ibid.*

d'un centre des activités des émigrés russes, qui serait appelé à remplacer en quelque sorte les Archives de Prague", celles-ci ayant été "données" à l'URSS par le gouvernement tchécoslovaque sous la pression des libérateurs soviétiques²⁰. Dans une lettre adressée au journaliste, écrivain et homme politique Roman Goul, qui lui servait avant guerre de relais pour collecter la presse émigrée, Alexandra Dumesnil suggéra un autre motif à la méfiance envers la BDIC. « J'espère que vous voudrez bien réserver à notre section slave tous les papiers que vous ne manquerez pas de recevoir et que j'ai tant de mal à me procurer puisque les émigrés russes envoient tout aux Etats-Unis en s'imaginant bien naïvement à mon humble avis que leurs publications seront plus à l'abri dans des Archives fondées par des réfugiés que dans une bibliothèque appartenant à l'Etat », écrivait-elle amèrement. Elle souligna vigoureusement auprès de plusieurs interlocuteurs le caractère de « centre de documentation absolument neutre » de la BDIC²¹.

L'après-guerre et la guerre froide marquèrent donc un tournant. La peur d'une soviétisation de l'Europe, la politique bientôt systématique d'achat de la documentation littéraire émigrée par les émissaires soviétiques²², et surtout l'investissement des grandes institutions américaines dans une collecte très volontariste lancèrent un défi aux bibliothèques françaises et européennes. Or la notion de collaboration nationale et internationale s'imposa lentement. La BDIC ne semble guère avoir travaillé, à ses débuts, ni avec la bibliothèque de l'Institut d'études slaves, malgré les efforts de celui-ci pour un catalogue collectif des périodiques cyrilliques²³ - ni avec le service russe de la Bibliothèque nationale, créé en 1948. C'est en 1962 seulement que fut créée une « commission d'étude de documentation slave », destinée à identifier les lacunes ou les doublons, et à coordonner les achats des centres de documentations majeurs dans l'aire soviétique, à savoir la Bibliothèque nationale, la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, la Fondation nationale des sciences politiques, l'École nationale des langues orientales vivantes et l'École pratique des hautes études. En 1964, la Direction des bibliothèques de France mit en place, à la suite d'une mission en URSS, un plan général d'échanges²⁴. Alexandre Bennigsen, membre de la direction de la Documentation française mais aussi émigré russe, enseignant à l'EPHE, spécialiste de l'Islam en URSS, et surtout Clemens Heller, directeur de la Maison des sciences de l'Homme jouèrent là un rôle important.

Il conviendrait de replacer plus précisément cette tentative de coordination dans le contexte de la politique des « aires culturelles », cette réponse stratégique à l'entrisme des fondations américaines en Europe et à la vision d'un universalisme atlantique diffusé par la culture libérale américaine des années 1950 et 1960 qui fut pensée notamment par Fernand Braudel à la tête de l'École pratique des hautes études²⁵. Les archives de la BDIC témoignent de projets variés. Le dépouillement des périodiques soviétiques fut poursuivi avec la Documentation française et la FNSP, puis abandonné dans les années 1970 faute de moyens. Tatiana Bakounine-Ossorguine, figure et historienne de l'émigration russe alors bibliothécaire à la BN, proposa en 1969 de cataloguer la presse émigrée russe en France, projet qui fut achevé vingt plus tard en collaboration entre la BDIC et l'Association des amis d'Ivan Tourguenev,

²⁰ *Ibidem*, correspondance 1947-1949. Cf. Patricia Kennedy Grimsted, *Trophies of War and Empire: The Archival Heritage of Ukraine, World War II, and the International Politics of Restitution*, Cambridge, Mass., Ukrainian Research Institute of Harvard University, 2001, chap. 9.

²¹ Archives BDIC, service slave, lettres à R. Goul et M. Wannowsky, 1948.

²² Cf. Marina Gorboff, *La Russie fantôme: l'émigration russe de 1920 à 1950*, Lausanne, L'Age d'Homme, 1995 p. 222 sq.

²³ Cf. Julien Cain, « Catalogue collectif des périodiques slaves en caractères cyrilliques », *BBF*, 1957, n° 2, p. 121-123.

²⁴ « Commission d'étude de documentation slave », *BBF*, 1962, n° 5, p. 281-282. « Commission d'étude de documentation slave », *BBF*, 1962, n° 7, p. 371-372 et Archives BDIC, « le service slave de la BDIC en 1964 ».

²⁵ Cf. Giuliana Gemelli, *Fernand Braudel*, Paris, Odile Jacob, 1995 (1990).

présidée par T. Ossorguine. Celle-ci proposait également de reconstituer les périodiques de 1917-1918, en soulignant tout l'intérêt de l'idée : « (...) dans les bibliothèques de l'Union soviétique ils se trouvent dans le « fonds spécial » et ne peuvent être consultés sans une autorisation de l'administration de la bibliothèque. La plupart de ces titres ne figurent même pas dans les bibliographies soviétiques ». Ce projet avorta, tout comme celui de création d'un comité sous l'égide de l'UNESCO et avec le soutien des fondations américaines, qui aurait fait de la BDIC l'égale de l'Institut d'histoire sociale d'Amsterdam²⁶.

Malgré quelques tentatives, aucune collaboration ne fut institutionnalisée avec les grandes bibliothèques slaves aux Etats-Unis – bibliothèque du Congrès, d'Harvard et de Columbia –, mais surtout avec l'institution que la BDIC identifia rapidement comme son homologue et rivale, la Hoover War Library, devenue, en 1941, la Hoover Institution for War, Revolution and Peace et fondée pendant la Grande guerre à l'Université de Stanford en Californie. Menant une active politique de collecte dès les années 1920, la bibliothèque qui partageait avec la BDIC l'appel à l'expertise des historiens profita notamment de l'amitié de jeunesse entre son responsable des collections slaves, Frank Golder et le nouveau ministre de la culture Anatoli Lounatcharski, puis la présence de la mission américaine de lutte contre la famine, l'ARA. Peu concernée par le communisme dans les années 1930-50, la Hoover rattrapa son retard pendant la Guerre froide et mena dans les années 1960 un véritable raid en Europe, microfilmant systématiquement les périodiques russes de la BDIC²⁷.

En 1983, plus de 70% des entrées du service slave provenaient de dons ou d'échanges, fruits des progrès de la collaboration internationale et du travail d'Hélène Kaplan pour instaurer des liens avec les bibliothèques du bloc de l'Est, d'Europe ou des Etats-Unis et obtenir « la documentation la plus exhaustive possible »²⁸. Entre pragmatisme et éthique de la neutralité politique, la BDIC avait, comme ses homologues, géré au mieux les tensions politiques internationales.

Ouvrages, périodiques, archives écrites et orales : la notion de "document" et les spécificités de l'Europe communiste.

Témoins du putsch manqués d'août 1991, les bibliothécaires présents au congrès de leur association internationale, l'IFLA, à Moscou purent tester *in vivo* la conjoncture nouvelle qui ouvrait à de profondes mutations dans les politiques documentaires. Martine Poulain dans son article bilan sur les bibliothèques russes en 1991 comme Hélène Kaplan dans le rapport du service slave pour 1983 soulignaient les évolutions en cours depuis la Perestroïka²⁹, l'ouverture de fonds entiers aux lecteurs, l'effervescence des publications. Les années 1980 furent l'occasion de mettre au jour une particularité évidente, mais implicite de la collecte documentaire en URSS et dans l'Europe communiste. La censure intérieure et extérieure avait en effet eu une double conséquence : d'une part, l'absence d'archives ouvertes aux chercheurs étrangers poussait la BDIC à rechercher, davantage que pour d'autres pays ou questions, les « ouvrages à caractère de source » : recueils de documents officiels, mais aussi témoignages,

²⁶ Archives BDIC, correspondance Tatiana Ossorguine – Henry-Frédéric Raux, directeur de la BDIC (1967-1969). Cf. Tatiana Ossorguine (dir.), *Périodiques en langue russe publiés en Europe de 1855 à 1917*, Paris-La Haye, Mouton, 1970 et Tatiana Gladkova, Tatiana Ossorguine (dir.), *L'émigration russe; revues et recueils, 1920-1980 : index général des articles*, Paris et Nanterre, 1988.

²⁷ Charles Morley, "Major Russian Collections in American Libraries", *The Slavonic and East European Review* vol. 29, n°72, déc. 1950, p. 256-266. Jacques Hornung, « Les deux guerres mondiales 1914-1918 - 1939-1945 », *BBF*, 1964, n° 12, p. 463-487. Agnès F. Peterson, « La Hoover Institution on War, Revolution and Peace de Stanford (Californie) », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°10, 1987, p. 3-5.

²⁸ BDIC rapport 1983 et H. Kaplan, « la BDIC », *Documents sans frontières. Bulletin d'information de l'ABF*, n°132, 1986, p. 23-25.

²⁹ Cf. notamment Martine Poulain, « Moscou, le putsch et les bibliothécaires », *BBF*, 1991, n° 6, p. 564-572

biographies et même romans. D'autre part, comme le formula élégamment Hélène Kaplan en 1983, « le domaine couvert par la BDIC est non seulement l'histoire du XXe siècle mais aussi l'actualité, l'histoire qui se fait, et l'obtention de la documentation sur celle-ci exige une démarche particulière, compliquée par la nature des pays dont nous nous occupons. Quelques exemples : la BDIC a acquis des fonds uniques de documents « hors censure », et l'acquisition de ces fonds passe par des circuits variés et complexes ».

Consciente de la difficulté, parfois de l'impossibilité à se documenter sur l'URSS – puis l'Europe de l'Est – dans ces pays mêmes, la Bibliothèque de la Guerre n'avait pourtant pas, à l'origine, transgressé une culture professionnelle centrée sur l'imprimé³⁰. Pierre Renouvin organisa très tôt l'achat systématique des « documents diplomatiques » de tous pays, sans penser à une politique d'acquisition d'archives non publiées. Si la BDIC partageait avec la Hoover Library une conception originale et large du « document » (tracts, affiches, cartes...), l'idée était de compléter l'information sur les moments clés de la vie politique internationale, mais toujours dans le domaine des productions diffusées dans le domaine public. En France, la notion d'« archives » restait intimement liée à la production étatique et ne s'étendit que très lentement aux institutions privées – entreprises, partis et hommes politiques... Les Archives nationales, n'ouvrirent ainsi une section des archives privées qu'en 1949. Même la Bibliothèque nationale, dépositaire de nombreux « papiers » d'écrivains alimenta sa section russe par des ouvrages et brochures et non des archives, provenant notamment des dons par les émigrés russes de leurs bibliothèques³¹.

Nulle institution publique n'était de fait à même, dans l'entre-deux-guerres, de collecter le patrimoine documentaire militant des exilés russes. C'est alors presque malgré elle que la BDIC recueillit une première série d'archives – comme les archives du parti social-démocrate russe attribuées par la « Réunion des BN » en 1933 et de provenance inconnue, ou encore la « bibliothèque musée » du prince Bebutov, mécène de la social-démocratie russe réfugié à Berlin. Fuyant les Nazis, ce dernier avait proposé en 1936 ses collections à la BDIC qui n'en n'avait accepté qu'une partie, le reste étant acquis par l'Institut d'Amsterdam. **iii. 7** Le sort du fonds Bebutov, partiellement fiché par A. Dumesnil avec un financement américain, puis démembré et dispersé dans les magasins de la bibliothèque avant d'être inventorié par Alexandre Goriounov dans les années 2000 seulement est éloquent. Comme le souligne Sonia Combe, si une logique linguistique, thématique, voire « idéologique » fit de la BDIC la dépositaire légitime de fonds d'archives russes et est-européennes, ce n'est qu'à la toute fin du siècle que l'institution en fit une politique³². Faute sans doute de place et de budget, mais surtout parce que ce n'était pas dans ses missions, la BDIC plaça le traitement de ces archives en queue de ses priorités et refusa de nombreux dons. Ainsi, elle écarta en 1950 l'offre de Michel Fedoroff, président de l'Union nationale russe en France, d'offrir ses dossiers sur la gestion du statut juridique des réfugiés, ajoutant qu'elle prenait « volontiers » les imprimés et les documents. En 1956, les archives de Serge Melgounov, d'abord proposées à la BDIC, furent acquises par la London School of Economics. Malgré l'insistance d'A. Dumesnil, R. Goul émigra aux Etats-Unis où ses papiers sont au Slavic Center d'Amherst College³³.

Ces occasions manquées contrastent avec la réactivité de la BDIC, sensibilisée à l'histoire non officielle par sa proximité avec les émigrations en provenance de l'ex-empire russe, puis de l'Europe centrale et orientale, quand elle eut la possibilité de collecter les publications

³⁰ Cf. Albert Poirot, « Les archives dans les bibliothèques », *BBF*, 2001, n° 2, p. 4-14.

³¹ Sur l'évolution de la notion d'archives, cf. S. Coeuré, V. Duclert, *Les archives*, Paris, La Découverte, 2011. Sur la BN, Marie Avril, *op. cit.*

³² Sonia Combe, « Archives et bibliothèques, un nouveau défi », *BBF*, 2006, n° 4, p. 58-64. Sur le fonds Bebutov, cf. également BDIC, archives service slave, « Notes sur le fonds dit Bebutov » (sans date, auteur ? K. Sanine ou F. Michaut) et introduction à l'inventaire du fonds F Δ re 811 par A. Goriounov.

³³ Archives BDIC, service slave, correspondances 1920-1955 et témoignage d'H. Kaplan.

clandestines ou semi-officielles. La réaction aux événements de 1956 en Hongrie en est un bon exemple, de même que la création d'un important fonds de presse « informelle » soviétique, dès la Perestroïka³⁴. Les circuits d'arrivée des samizdats dissidents à partir de la fin des années 1960, « travail très délicat et très long » mobilisant plusieurs correspondants selon le rapport de 1983, restent à décrire dans le détail. En 1985, c'est tout naturellement que la Bibliothèque de Nanterre servit de relais institutionnel à l'association « Mémoire grise à l'Est », fondée par un groupe de chercheurs et de bibliothécaires, universitaires ou « hors institution », tous « concernés par le monopole d'Etat sur la mémoire ». L'originalité de leur démarche consista alors dans une définition globale de la notion même de sources, évolution pionnière dans les pratiques professionnelles des historiens comme des bibliothécaires. Fautes de sources officielles, il s'agissait de créer des archives orales (en suscitant des témoignages enregistrés, tels ceux d'anciens du Goulag), de collecter indifféremment les imprimés et les archives privées (lettres, journaux intimes), et enfin de compléter les fonds « slaves » par une collecte d'archives, par exemple les archives de l'émigration ukrainienne en France³⁵. Dans les années 1980, l'évolution profonde de la notion même « d'archives » en termes de supports (audiovisuels notamment) et de provenance (archives « de soi » - correspondances carnets...- mais aussi archives d'une contre-mémoire militante, émigrée etc.) rencontra de manière dynamique l'évolution politique et sociale qui, à l'Est, faisait émerger des sources non officielles. C'est dans ce contexte que la BDIC connut, après les années 1920, son deuxième moment de dons en provenance d'émigrés d'origine soviétique (de la « troisième génération » dissidente) ou d'Europe de l'Est. La crispation politique de guerre froide avait disparu, et la bibliothèque bénéficiait de son image de centre de recherche international attirant quasi naturellement les dons dans ces langues rares qu'étaient le russe, le polonais ou le hongrois. Cette fois, le mouvement était accompagné et encouragé par la bibliothèque et ses tutelles, qui clarifièrent les missions de la BDIC dans le domaine des archives privées et engagèrent un travail remarquable d'inventaire des « archives russes » arrivées dans l'entre-deux-guerres et dispersées au gré des déménagements³⁶. Ultime ruse de l'histoire, la bibliothèque bénéficia de la sensibilité à la répression en URSS continuée depuis qu'A. Dumesnil et créait dans les années 1920 les premières fiches thématiques « prisons et camps » : elle fut sollicitée par l'association Mémorial pour compléter une bibliographie de témoignages sur le Goulag, plus riche à Nanterre qu'à Moscou **iii. 8**.

Au moment même où la collecte et la valorisation devenaient plus facile, l'association « Mémoire grise à l'Est » était dissoute et les dons en provenance de l'émigration d'Europe centrale et orientale se ralentissaient « faute de Mur », selon l'expression de Sonia Combe. En ce milieu des années 1990, les perspectives documentaires étaient modifiées du tout au tout par les mutations des systèmes éditoriaux et des bibliothèques, par l'ouverture partielle des archives institutionnelles des Etats ex-communistes, par la création de centres d'archives et de recherche travaillant sur place à la mémoire privée, - ainsi en dans des registres très différents, ceux ouverts par l'association Mémorial pour la mémoire de la répression et par la Fondation pour l'étude de l'émigration russe à Moscou. Le « service slave » de la BDIC entrait dans

³⁴ Sarolta Benezra, Paul Gradwohl, «Budapest 1956 dans les collections de la BDIC», *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°83, 2006, p. 12-22.

³⁵ Hélène Kaplan, Jean-Charles Szurek, *Mémoires en bataille. Histoire et mémoire en URSS et en Europe de l'Est*, Paris, BDIC-IMSECO, 1989. Hélène Kaplan (président de l'association), « Association "Mémoire grise à l'Est" », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°24, 1991, p. 48-50. Sonia Combe, « Une association en terre d'aventure : La mémoire grise à l'Est 1985-1995 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°69, 2003, p.

³⁶ Cf. notamment Geneviève Dreyfus-Armand, « La recherche à la BDIC. Les archives privées et quelques autres sources primaires », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*. 1995, N. 37-38. Europe : nouveaux aspects / nouveaux débats.. pp. 50-54. Cf. les introductions aux inventaires réalisés par Alexandre Goriounov dans les années 2000 sur www.bdic.fr.

l'histoire en même temps que le fichier « matières » papier, qui resta figé au temps de l'Union soviétique. Ses bibliothécaires et collaborateurs restèrent et restent fidèles à leur enthousiasme pour une « Europe de l'Est » dont la connaissance du passé et de l'actualité reste plus que jamais cruciale. Ils surent faire perdurer une compétence conviviale à laquelle, pour en avoir tant bénéficié depuis mes débuts d'historienne, je souhaite rendre hommage dans cet article³⁷.

Légendes

Ill. 1 Affiche d'obsèques de membres du parti de la Liberté du Peuple (1918) envoyée par le baron de Baye et classée par erreur dans le fonds Bebutov.

Ill. 2 et 3 Registre des dons de la BDIC : dons par A. Dumesnil (1937) et Alexandre Kojève (1937).

Ill. 4 pas de légende

Ill. 5 Registre des dons de la BDIC : envois de la bibliothèque Lénine (1939)

Ill. 6 Registre des dons de la BDIC. Don de la VOKS (1935)

Ill. 7 Tract du parti social-démocrate russe (1902), fonds Bebutov.

Ill. 8 La rubrique « URSS-prisons et camps » du fichier de la BDIC

³⁷ Mes vifs remerciements à Hélène Kaplan, Carole Ajam et Tania Gladkova pour leur aide précieuse à cet essai d'histoire du service slave.

Alexandra Dumesnil

Note biographique et témoignage par Hélène Kaplan

(à illustrer si possible par la photo d'A. Dumesnil)

Elle est née le 2/10/1887, à Novtcherkassk, fille de Petr Ivanovitch Dolgoplov et Olga Ivanovna Semenova. 23/10/1909, mariage, à Paris (d'après la traduction officielle en russe de l'acte de mariage « Entre Michel-Marie-André Dumesnil, né à Paris le 11 mai 1888 demeurant à Paris 49, bd St Michel, fils de Charles-Louis Jean Dumesnil et Suzanne-Marie de Gramont, demeurant 5, rue Malebranche, et Alexandra Dolgoplov, née à Novotcherkassk le 2 octobre 1887, demeurant à Paris 20 rue Cujas, (avant : 16 rue Gay Lussac), fille aînée de Petr Ivanovitch Dolgoplov et Olga Ivanovna (*sic*), demeurant à Rostov ». Acte certifié conforme le 13 mai 1913 et en avril 1914. Le père, Petr Dolgoplov meurt 3/16 décembre 1912 Certificat russe de décès délivré à Paris. La mère, Olga, née Semenoff, née à Petrograd (*sic*) le 26 janvier 1863, meurt à Paris le 27 septembre 1941 Bulletin de décès délivré à la Mairie de Pau).

Selon un autre document, le 30 janvier 1922, Michel Dumesnil obtient par les descendants de Gramont l'autorisation de s'appeler Michel Dumesnil de Gramont à condition de renoncer à s'appeler Michel de Gramont comme il l'avait fait précédemment. (Photocopie de l'acte). Un oncle de sa mère aurait été secrétaire de Balzac. En tout cas dans les quelques papiers de Mme Dumesnil conservés après sa mort, il y avait d'après la tradition familiale un « bureau de Balzac » dont a hérité la seule personne qui s'est occupée de Mme Dumesnil jusqu'à sa mort (nièce de Mlle Durand). C'est de cette nièce que je tiens quelques autres détails, notamment le fait, que, lors de ses débuts en France A. Dumesnil était considérée comme une « étudiante très brillante, qui avait très vite appris le français », ainsi que l'histoire de la bombe cachée dans son poêle et des visiteurs qui voulaient y rallumer le chauffage (mais cela se passait en Russie). Avant la fondation de la BDIC A.Dumesnil et son mari avaient traduit plusieurs ouvrages, notamment des écrits de Gorki et de Merejkovsky. Michel de Dumesnil Gramont a déposé à la BDIC des documents concernant son activité dans la Résistance et Mme Dumesnil conservait également des documents sur la guerre et ses relations avec De Gaulle³⁸.

Elle a reçu en 1950 la croix de la Légion d'Honneur (lettre de Renouvin du 16 août 1950, cérémonie à la BDIC le 10 novembre 1950). Elle a dû partir à la retraite fin 1952. A partir de 1954-1955 Mme Dumesnil a dirigé le Service de documentation de la Documentation française qui se trouvait dans le XVI^e arrondissement et qui avait organisé (plus exactement c'est elle qui l'avait organisé) le dépouillement de la presse de pays de l'Europe de l'Est, réalisé en partie par des réfugiés rémunérés par le CAEIR mais aussi par la BDIC (en 1955-56-57) c'est moi qui dépouillais les principaux journaux soviétiques). A cette occasion je l'avais vue – mais très peu. Il faut dire aussi qu'à cette époque elle était devenue très sourde et les contacts étaient difficiles. Elle a eu une première attaque en 1962. Je n'étais plus employée à la BDIC depuis quelques années, mais à mon retour dans cette bibliothèque, en 1965 ou 1966, un jour Mme Nestoroff, (je crois) la personne qui habitait chez Mme Dumesnil et qui s'occupait d'elle, nous a retéléphoné pour nous dire que Mme Dumesnil était partie s'installer dans une maison de retraite et qu'on pouvait passer prendre quelques documents qui étaient restés dans son appartement. (En réalité il n'y restait pas grand-chose). Plus tard, dans les années 1970, j'ai accompagné ses deux collègues Alice Durand et Christiane Lacour dans sa maison de retraite et nous avons déjeuné toutes les quatre là-bas. Alexandra Dumesnil est décédée le 12/07/1978, à La Ferté St.-Aubin.

³⁸ Sur Mme Dumesnil pendant la Seconde Guerre mondiale, cf. *infra* l'article d'A.-M. Pavillard.

